

Manifestations en Biélorussie Chronologie d'une révolution en cours

26 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa annonce le début d'une grève générale pour demander le départ d'Alexandre Loukachenko, à qui elle avait donné jusqu'au 25 octobre pour quitter le pouvoir. Elle affirme que « des employés d'entreprises et d'usines publiques, du secteur des transports, des mineurs, des professeurs et des étudiants » ont arrêté le travail.

La veille, comme tous les dimanches depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de personnes ont manifesté à Minsk et d'autres villes du pays.

22 octobre

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est décerné par le Parlement européen à l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination.

Le Président du Parlement David Sassoli rend hommage aux représentants de l'opposition pour « leur courage, leur résilience et leur détermination ». Il souligne qu'ils « ont de leur côté quelque chose que la force brute ne pourra jamais vaincre – la vérité ». « Chers lauréats, restez forts et n'abandonnez pas votre combat. Sachez que nous sommes à vos côtés », ajoute-t-il.

La remise du prix se déroulera le 16 décembre.

21 octobre

Dans une résolution adoptée par 602 voix contre 44, le Parlement européen soutient la décision de l'Union de ne pas reconnaître Alexandre Loukachenko comme Président de la Biélorussie après la fin de son mandat le 5 novembre et appelle à l'inclure dans la liste des personnes sanctionnées.

Le Parlement reconnaît le Conseil de coordination « comme le représentant légitime du peuple qui réclame un changement démocratique et la liberté en Biélorussie » et soutient ses efforts pour « une transition pacifique et démocratique du pouvoir à la suite d'un dialogue national inclusif ».

Il appelle l'Union à mettre rapidement en œuvre les sanctions prévues contre les responsables du régime, à revoir ses relations avec la Biélorussie et à mettre en

place des actions de soutien économique et financier à la société civile biélorusse.

18 octobre

Comme chaque dimanche depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de manifestants [se rassemblent à Minsk](#) et d'autres villes de Biélorussie et des dizaines d'entre eux sont arrêtés par la police.

16 octobre

[Le Conseil européen](#) « fait siennes » les conclusions adoptées par les ministres le 12 sur les sanctions envers les responsables du régime biélorusse et la réduction des relations politiques et économiques. Il condamne la poursuite des violences contre les manifestants pacifiques.

13 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée en Lituanie, donne à Alexandre Loukachenko jusqu'au 25 octobre pour annoncer sa démission, mettre fin à la dispersion des manifestations par la force et libérer tous les prisonniers politiques.

« Si nos demandes ne sont pas satisfaites d'ici le 25 octobre, tout le pays descendra pacifiquement dans la rue. Et le 26 octobre, une grève nationale de toutes les entreprises commencera, toutes les routes seront bloquées, les ventes dans les magasins d'État s'effondreront », [prévoit S. Tikhanovskaïa](#).

12 octobre

Réunis à Luxembourg, [les ministres des Affaires étrangères de l'Union affirment](#) à nouveau qu'Alexandre Loukashenko n'a « aucune légitimité démocratique », condamnent la violence contre les manifestants et appellent une nouvelle fois les autorités biélorusses à chercher une « solution pacifique et démocratique » à la crise.

Les ministres se déclarent prêts à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables biélorusses, « y compris A. Loukachenko ».

Ils décident de réduire les relations politiques et économiques avec les autorités biélorusses et de les rediriger vers la société civile. Ils annoncent que des moyens supplémentaires seront consacrés au soutien aux jeunes, aux personnes vulnérables, aux médias indépendants, ainsi qu'aux secteurs privé et de la santé.

Le Parlement européen sélectionne « l'opposition démocratique au Bélarus, représentée par le Conseil de coordination » parmi les trois [finalistes du Prix Sakharov 2020](#) pour la liberté de l'esprit. Le vote final se tient le 22 octobre.

11 octobre

La police biélorusse [disperse par la force](#) une nouvelle manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes à Minsk et arrête au moins 250 personnes dans la capitale et d'autres villes du pays.

La veille, Alexandre Loukachenko avait organisé dans la prison du KGB une [rencontre filmée](#) avec plusieurs prisonniers politiques dont l'ancien candidat à la présidentielle Viktor Babariko et plusieurs membres du Conseil de coordination de l'opposition.

7 octobre

[Lors d'une audition](#) par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, Svetlana Tikhanovskaïa lance un appel à la France : « Aidez le peuple biélorusse, aidez à éviter la violence et le conflit civil! Aidez à sortir de cette crise de manière digne, aidez-nous à conduire des élections libres et équitables ».

6 octobre

La Chancelière allemande Angela Merkel reçoit à Berlin l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, qui [appelle les pays européens](#) à maintenir la pression sur le régime biélorusse.

4 octobre

En dépit d'une mise en garde des autorités et de nouvelles arrestations, des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et dans d'autres villes du pays. Le Centre biélorusse de défense des droits humains Viasna dénombre compte 77 « prisonniers politiques ».

[Dans un communiqué](#), le Haut représentant de l'Union Josep Borrell considère comme « infondé et regrettable » que les autorités biélorusses demandent à la Pologne et à la Lituanie de rappeler leurs ambassadeurs et de réduire leur personnel diplomatique à Minsk.

2 octobre

Le Conseil [impose des sanctions](#) à l'encontre de 40 responsables de la répression et de l'intimidation des manifestants. Les mesures incluent une interdiction de voyager sur le territoire de l'Union et un gel des avoirs financiers.

1^{er} octobre

Réuni à Bruxelles le 1^{er} octobre, le Conseil européen « condamne la violence inacceptable dont font usage les autorités biélorusses à l'encontre de manifestants pacifiques ainsi que les actes d'intimidation et les arrestations et détentions arbitraires à la suite de l'élection présidentielle, dont il ne reconnaît pas les résultats ».

Il demande la fin de la répression, la libération des prisonniers politiques et l'ouverture d'un dialogue politique. Il demande au Conseil de mettre en place des sanctions et encourage la Commission à préparer un « plan global de soutien économique à la Biélorussie démocratique ».

28 septembre

Le Président Emmanuel se rend en visite en Lituanie et en Lettonie. Il rencontre à Vilnius S. Tikhanovskaïa, qui accepte la proposition de la France de venir s'adresser devant l'Assemblée nationale.

25 septembre

Les États baltes élargissent leurs sanctions à l'égard de fonctionnaires biélorusses.

24 septembre

L'Union refuse de reconnaître A. Loukachenko comme président de la Biélorussie. Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell déclare que la prestation de serment et « le nouveau mandat dont se réclame Alexandre Loukachenko n'ont aucune légitimité démocratique ».

23 septembre

Alexandre Loukachenko prête serment pour un sixième mandat.

21 septembre

Svetlana Tikhanovskaïa rencontre à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de l'Union. Elle est également reçue au Parlement européen, où elle déclare que le mouvement de protestation n'est pas une révolution géopolitique, qu'elle n'est « ni pro ou anti-russe, ni pro ou anti-UE, mais juste une révolution démocratique pro-Biélorussie ».

Le Président lituanien Gitanas Nausėda présente un plan d'assistance économique préparé avec la Pologne et la Roumanie pour aider la « Biélorussie démocratique ». Les trois pays proposent un régime commercial préférentiel entre l'Union et la Biélorussie, la possibilité pour les Biélorusses d'entrer dans l'Union sans visa, et un soutien à la candidature du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce plan devrait être présenté par la Lituanie, la Pologne et la Roumanie aux partenaires européens lors du Conseil européen des 1^{er} et 2 octobre.

20 septembre

Nouvelle marche de protestation à Minsk, malgré la mobilisation des forces de l'ordre.

17 septembre

Le Parlement européen rejette [dans une résolution](#) les résultats de la « prétendue élection présidentielle ». Il annonce qu'il ne reconnaîtra pas A. Loukachenko comme Président à l'issue de son mandat actuel et qu'il considère le Conseil de coordination comme le « représentant provisoire du peuple demandant un changement démocratique ».

Le Parlement condamne la répression « avec la plus grande fermeté » et demande la libération « immédiate et inconditionnelle » de tous les prisonniers politiques. Il appelle à des sanctions contre les responsables de l'Etat, y compris A. Loukachenko.

Le même jour, le Premier ministre polonais [Mateusz Morawiecki propose](#) que l'Union mette en place un fonds de stabilisation de la Biélorussie d'au moins 1 milliard €. Il soumettra son projet au Conseil européen des 24 et 25 septembre.

15 septembre

Le groupe Renew Europe du Parlement européen [propose d'attribuer](#) le prix Sakharov 2020 à « l'opposition démocratique en Biélorussie, représentée – entre autres – par Svetlana Tikhanovskaïa, présidente élue de Biélorussie, Siarhei Tikhanovski, vidéoblogueur et prisonnier politique, Ales Bialiatski, fondateur de l'organisation biélorusse de défense des droits de l'homme "Viasna", Stepan Svetlov, fondateur du canal Telegram NEXTA, Mikola Statkevich, prisonnier politique et candidat à la présidence aux élections de 2010, et Svetlana Alexievich, membre du Conseil national de coordination de la Biélorussie et lauréate du prix Nobel ».

Le 16 septembre, le groupe du Parti populaire européen au Parlement [propose également d'attribuer](#) le prix à « l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination et un certain nombre de figures d'opposition dont Svetlana Tikhanovskaïa ».

13 septembre

Plus de 100 000 personnes marchent à nouveau à Minsk. Les autorités annoncent 400 arrestations. Depuis son exil, S. Tikhanovskaïa salue « *un peuple véritablement héroïque* » qui continue son « *combat pour la liberté* ».

11 septembre

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), J. Borrell « déplore l'escalade de la violence et l'exil forcé des membres du Conseil de coordination ». Il demande à

ce que les membres du Conseil et de la société civile biélorusse soient « protégés des intimidations, de l'exil forcé, des arrestations arbitraires et de la violence ». Il demande la libération des prisonniers et rappelle que l'Union est « déterminée » à prendre des sanctions contre les responsables de la répression.

10 septembre

Après la visite des quelques diplomates la veille, les ambassadeurs de 10 États membres et des diplomates de 5 autres États membres [rendent visite](#) à la prix Nobel de Littérature Svetlana Alexievitch à son domicile à Minsk pour l'assurer de leur soutien. S. Alexievitch est la dernière membre du Conseil de coordination à n'avoir été ni arrêtée ni exilée et fait l'objet de menaces régulières.

9 septembre

Le groupe Socialistes et Démocrates au Parlement européen [propose d'attribuer](#) cette année le prix Sakharov, décerné par le Parlement aux défenseurs des droits de l'Homme, « aux courageuses femmes biélorussiennes en général, et plus particulièrement à Svetlana Tikhanovskaïa, Maria Kalesnikava, et Veranika Tsapkala ».

8 septembre

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe Marija Pejcinovic Buric [demande la fin des « dérives répressives »](#) du régime biélorusse et appelle à « un dialogue loyal et franc avec la société civile afin de travailler sans délai aux réformes qui s'imposent », pour lequel elle propose l'aide du Conseil de l'Europe.

[Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime](#) devant la Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle assure que le Conseil de coordination, « malgré la répression, est toujours engagé dans le dialogue » et rappelle que « M. Loukachenko n'a aucune légitimité » après l'élection truquée.

7 septembre

Maryia Kalesnikova, est enlevé à Minsk puis arrêtée lorsqu'elle refuse son expulsion de force en Ukraine.

Dans [un communiqué](#), le Haut représentant Josep Borrell condamne au nom de l'Union « l'arbitraire incessant et les arrestations et détentions inexplicables » et demande la libération immédiate de tous les prisonniers politiques arrêtés avant et après l'élection du 9 août.

6 septembre

Comme chaque dimanche, des dizaines de milliers de personnes manifestent à Minsk et d'autres villes du pays. Les autorités annoncent l'arrestation du plus de 600 personnes.

1^{er} septembre

Les étudiants entament un mouvement de grève à l'occasion de la rentrée universitaire. Dans les jours qui suivent, plusieurs dizaines d'entre eux sont arrêtés sur les campus.

31 août

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie inscrivent sur une liste noire Loukachenko et une trentaine d'autres hauts responsables biélorusses, qui sont interdits d'entrée sur le territoire des 3 pays.

30 août

Des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et d'autres villes du pays. Des dizaines de personnes sont arrêtées.

Dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche, le Haut représentant de l'Union [Josep Borrell appelle à des élections](#) pour résoudre la crise : « La meilleure solution serait de rejouer le match sous le contrôle de l'OSCE ».

29 août

Les autorités biélorusses retirent leurs accréditations à plusieurs médias étrangers qui couvrent le mouvement de protestation et la répression.

28 août

Lors d'une [réunion spéciale du Comité permanent de l'OSCE](#), le Premier ministre albanais Edi Rama, Président en exercice de l'organisation, renouvelle l'offre d'agir en « facilitateur du dialogue nécessaire » entre le pouvoir et l'opposition biélorusses.

27 août

Réunis à Berlin, les ministres des Affaires étrangères de l'Union [décident de sanctionner plusieurs hauts responsables biélorusses](#). La liste définitive sera finalisée dans les jours à venir.

26 août

Convoquée par les enquêteurs dans le cadre de poursuites contre le mouvement de contestation, la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch refuse de répondre aux questions. Les arrestations d'opposants se poursuivent.

25 août

Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime lors [d'une réunion extraordinaire de la commission Affaires étrangères](#) du Parlement européen. Elle déclare qu'une « révolution pacifique est en cours » : « La révolution au Biélorussie n'est pas une révolution géopolitique. Ce n'est ni une révolution pro ou anti-russe, ce n'est ni une révolution pro ou anti-Union européenne. C'est une révolution démocratique ».

24 août

Sergueï Dilevski et Olga Kovalkova, membres du "*Conseil de coordination*" destiné à promouvoir une transition pacifique du pouvoir, sont arrêtés devant l'usine de tracteurs de Minsk (MTZ) en grève.

23 août

Une nouvelle manifestation à Minsk rassemble environ 100 000 personnes. Des chaînes humaines se forment en Lituanie, où est réfugiée Svetlana Tikhanovskaïa, ainsi qu'en Estonie et Lettonie, en soutien au peuple biélorusse.

22 août

Alexandre Loukachenko demande à l'armée de se tenir en alerte.

20 août

Le Président Emmanuel Macron et la Chancelière Angela Merkel [se rencontrent au fort de Brégançon](#). Ils réitèrent l'offre de médiation de l'Union et assurent à l'attention du Président russe Vladimir Poutine que l'Union ne voit pas dans la crise en Biélorussie une « réplique » de la crise ukrainienne.

19 août

[Réunis en vidéoconférence extraordinaire](#), les chefs d'État et de gouvernement de l'Union réaffirment que l'élection n'a été « ni libre ni régulière » et qu'ils n'en reconnaissent pas le résultat.

Ils déclarent que « les citoyens de Biélorussie ont le droit de décider de leur avenir » et condamnent « la violence disproportionnée et inacceptable dont les autorités nationales ont fait usage contre des manifestants pacifiques ». « L'UE demande que tous les cas présumés d'abus fassent l'objet d'une enquête approfondie et transparente ».

Ils confirment que l'Union « imposera prochainement des sanctions à l'égard d'un grand nombre de responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

Ils ajoutent : « Nous invitons les autorités biélorusses à trouver un moyen de sortir de la crise en mettant fin à la violence, en apaisant les tensions et en engageant un dialogue national sans exclusive », et se déclarent prêts à contribuer à une solution pacifique.

17 août

Des grèves sont organisées dans de nombreuses usines.

[L'OSCE propose sa médiation](#) pour un dialogue « ouvert et constructif » entre le pouvoir et l'opposition.

16 août

Environ 100 000 personnes manifestent à Minsk, le plus important rassemblement de protestation dans l'histoire du pays. Des milliers d'autres personnes se rassemblent dans tout le pays.

Depuis la Lituanie, Svetlana Tikhanovskaïa appelle les Biélorusses à une grève illimitée.

14 août

[Lors d'une réunion extraordinaire](#), les ministres européens des Affaires étrangères estiment que les résultats du scrutin « ont été falsifiés ».

Ils proposent une médiation de l'Union pour « établir et faciliter un dialogue entre les autorités politiques, l'opposition et plus largement la société » en Biélorussie.

Ils décident de préparer des sanctions contre les responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

12 août

Les autorités annoncent la mort d'un deuxième manifestant à Gomel, lors de sa détention après les manifestations du 9 août.

11 août

Svetlana Tikhanovskaïa se réfugie en Lituanie.

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, juge que l'élection n'a été « ni libre ni régulière ».

Il ajoute : « Nous demandons aux dirigeants politiques biélorusses d'engager un dialogue réel et sans exclusive avec l'ensemble de la société afin d'éviter de nouvelles violences. L'UE continuera de soutenir une Biélorussie démocratique, indépendante, souveraine, prospère et stable. »

10 août

La Chine et la Russie reconnaissent le résultat du scrutin, qui est mis en cause par les États membres de l'Union européenne.

Les manifestations se poursuivent, un manifestant est tué, 2 000 personnes sont arrêtées.

9 août

Élection présidentielle en Biélorussie.

Le Président sortant Alexandre Loukachenko est donné vainqueur avec 80,23% des voix. Svetlana Tikhanovskaïa, candidate de l'opposition après l'emprisonnement de son mari, l'opposant Sergueï Tikhanovski, est officiellement créditée de 9,9%.

Des manifestations ont lieu dans la capitale Minsk, 3 000 personnes sont arrêtées.